



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

caoutchouc et plastiques

Question au Gouvernement n° 479

Texte de la question

SITUATION DE L'ENTREPRISE GOODYEAR

M. le président. La parole est à Mme Barbara Pompili, pour le groupe écologiste.

Mme Barbara Pompili. Monsieur le ministre du redressement productif ("*Ah !*" *sur les bancs des groupes UMP et UDI*), nous redoutons pour demain une mauvaise nouvelle, l'annonce de la fermeture du site d'Amiens de l'entreprise Goodyear : 1 250 personnes vont se retrouver au chômage. Un repreneur, le groupe Titan, s'était déclaré intéressé par la production de pneus agricoles sur le site. Si cette piste préservait l'emploi d'un tiers des salariés, la situation des autres, majoritaires et non concernés par un potentiel repreneur, était au coeur des combats que les syndicalistes ont menés pendant cinq ans, mais les discussions ont achoppé. Les 1 250 salariés ne doivent pas être abandonnés. La mauvaise gestion de quelques-uns et le manque d'anticipation ne doivent pas peser sur ces salariés, qui ne sont pas une variable d'ajustement.

Monsieur le ministre, vous êtes sensible à ce qui se passe à Amiens. Vous vous êtes rendu sur le site de Goodyear à deux reprises. Comment le Gouvernement va-t-il s'engager pour défendre les salariés et favoriser une reprise de l'activité sur le site d'Amiens ?

Le bassin d'Amiens et la région Picardie ont déjà beaucoup souffert de la restructuration de l'industrie automobile : PSA, Renault, la crise de l'automobile et celle de la société du pétrole rappellent l'urgence de la transition énergétique créatrice d'emplois locaux non délocalisables. Il est grand temps de reconverter les bassins industriels. Alors que les fonds de modernisation fleurissent, aucun n'est consacré à la reconversion des sites industriels. Pourtant, cette reconversion exige des financements importants pour accompagner l'effort de formation, de recherche et d'investissement, et ne pas perdre les savoir-faire des salariés.

Quelles mesures structurantes envisagez-vous de prendre pour financer la reconversion d'une partie de la filière automobile ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes écologiste et sur plusieurs bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Madame la députée, la question d'Amiens-Nord et du site de Goodyear est un dossier difficile et qui préoccupe, vous le savez, le Gouvernement. C'est un dossier au long cours. Goodyear a annoncé dès 2009 son intention de se désengager de l'activité de fabrication de pneumatiques pour les véhicules de tourisme et de céder la production de pneumatiques pour l'activité agricole à un repreneur nommé Titan. Ce dernier a repris l'intégralité dans le monde des activités agraires de Goodyear, à l'exception du site d'Amiens, qui est resté en discussion jusqu'au mois de juin.

Les salariés, à travers leurs organisations syndicales, ont obtenu la suspension du plan social par deux fois, en 2009 et en 2011. Des points de vue qui étaient étrangers et éloignés se sont rapprochés.

M. Alain Gest. C'est faux !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Je crois que votre collègue Pascale Boistard, qui suit ce dossier, est parfaitement informée de ces difficultés.

Ces points de vue se sont rapprochés au point que nous étions presque arrivés à un accord au mois de juin entre Goodyear, Titan et le personnel, mais un certain nombre d'engagements n'ont pu être obtenus, notamment sur le maintien de la production pendant un certain temps.

Plusieurs députés du groupe UMP. Zéro !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Le Gouvernement a reçu hier les dirigeants de Goodyear, notamment à mon ministère. Nous leur avons dit que nous souhaitons que Goodyear remette son poids dans la balance pour trouver une solution qui permette aussi à Amiens-Nord d'échapper à l'application d'un plan social. Nous préférons le plan de départs volontaires et la reprise par Titan, et nous avons repris contact avec ce dernier, de manière que les points de vue puissent évoluer encore. J'adresse un message à tout le monde : il est possible d'éviter le pire demain. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe écologiste. - " Baratin ! " sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Barbara Pompili](#)

Circonscription : Somme (2^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 479

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [31 janvier 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [31 janvier 2013](#)